

# elles se passer de pétrole russe ?

## sanctions Derniers préparatifs européens en vue d'un embargo progressif

PHILIPPE REGNIER

C'est bientôt l'heure des sacrifices. Mais, à la guerre comme à la guerre : l'impératif moral semble devoir s'imposer sur les calculs coûts/bénéfices. Autrement dit, il paraît de plus en plus impossible pour les dirigeants européens de justifier leur opposition totale à la guerre inouïe lancée par le Kremlin contre l'Ukraine tout en continuant à alimenter le « trésor de guerre » de Vladimir Poutine.

La Commission européenne va dès lors soumettre aux Vingt-Sept un plan pour arrêter d'acheter du pétrole à Moscou. Progressivement : pour la fin de l'année, afin d'avoir « tout le monde à bord ». Un premier jet de la proposition pourrait être présenté dès ce mardi aux Etats membres, indiquent plusieurs sources diplomatiques. Leurs représentants permanents à Bruxelles pourraient alors s'emparer de ce « brouillon » lors de leur prochaine réunion, mercredi, avant une version finale de la proposition.

« Nous avons demain la réunion du collège (des commissaires européens, en marge de la session plénière du Parlement - NDLR) à Strasbourg. Après cela, la présidente (Ursula von der Leyen - NDLR) fournira des informa-

tions supplémentaires », a en tout cas relevé lundi la commissaire à l'Energie Kadri Simson. La présidente est par ailleurs attendue mercredi au Parlement pour un débat sur « les conséquences socio-économiques pour l'UE de la guerre menée par la Russie en Ukraine » : l'occasion de lever le voile ?

Le paradoxe avait déjà été exposé lorsque les Vingt-Sept avaient décidé, le 8 avril, de se passer du charbon russe, à partir du mois d'août. Voilà qui privera la Russie de quelque 4 milliards d'euros par an. Mais les achats de pétrole et de gaz russes par les Européens représentent environ 800 millions... par jour ! Selon l'ONG environnementaliste Europe Beyond Coal, les pays de l'UE ont déjà injecté 47 milliards dans les caisses de la Russie pour l'ensemble des combustibles fossiles russes acquis entre le début de l'invasion, le 24 février, et ce lundi (sur base d'estimation de prix, les contrats n'étant pas publics), dont 19,7 pour le pétrole et 26,9 pour le gaz.

L'UE se prépare donc à faire une croix sur le pétrole russe. C'est un saut dans l'inconnu. La décision paraissait encore impensable au début de la guerre, rappellent plusieurs sources diplomatiques. L'UE parie désormais qu'il sera possible de contracter avec d'autres

fournisseurs, de remplacer le pétrole par d'autres sources d'énergie (renouvelables, bio...) et... de consommer moins. Le projet s'est invité, lundi après-midi, en marge d'une réunion de crise des ministres européens en charge de l'Energie. La ministre belge Tinne Van der Straeten soutient, dit-elle, « la mise en place d'un embargo sur le pétrole russe d'ici la fin de l'année ».

« Nous attendons la proposition de la Commission », confirme Tinne Van Der Straeten. « Dans tous les cas, il faudra le faire, car on voit que nos factures d'énergie, les prix à la pompe grimpent, parce que Poutine utilise le gaz et le pétrole comme une arme de guerre. Et le meilleur moyen de s'en protéger, c'est naturellement de réduire cette dépendance. » Son homologue irlandais ajoute que, pour contrer la probable envolée des cours, il faudra réduire la demande : économiser l'énergie.

### Un sixième paquet

La rencontre ministérielle avait été décidée dare-dare, mercredi dernier, quand Gazprom avait fermé les vannes du gaz à destination de Varsovie et de Sofia. L'unanimité européenne, obligatoirement requise pour adopter des sanctions, ne se dessine pas à ce stade pour frapper le gaz russe. Sus au pé-

trole, donc ! L'Allemagne, surtout, est hyperdépendante de ce fournisseur. Et elle n'est pas la seule. De plus, le gaz est une matière première irremplaçable par d'autres énergies, dans la pétrochimie par exemple.

La Russie l'a bien noté, qui a pris elle-même l'initiative en coupant les robinets à ses clients polonais et bulgare, au motif que ceux-ci refusaient de payer leurs livraisons en roubles. Or, les modalités de paiement exigées par Moscou reviennent à contourner les sanctions européennes, a redit lundi la Commission, qui presse les entreprises européennes de refuser de se plier à ces dictats. La décision de Moscou fait craindre que d'autres pays seront dans le collimateur de Gazprom - le géant mondial du gaz, contrôlé par l'Etat russe - lors de la prochaine salve de paiements, mi-mai. « Chaque pays membre pourrait être le suivant », reconnaît la commissaire Simson, qui dénonce « une tentative de nous diviser, à laquelle nous avons répondu par la solidarité » avec la Pologne et la Bulgarie.

« Il y a en préparation un nouveau paquet de sanctions. Ce ne sera pas l'objet de ce Conseil de l'Energie. Cela viendra dans les jours qui viennent », avait assuré à son arrivée au Conseil la ministre française Barbara Pompili, chargée de piloter la session au titre de la présidence semestrielle de l'UE assurée par Paris. Mais la réunion du jour a quand même permis d'échanger, au moins informellement, sur ce fameux « sixième paquet » de sanctions européennes. Outre le pétrole, celui-ci devrait frapper aussi de nouvelles banques russes (notamment le n°1 Sberbank), interdira d'autres flux commerciaux et allongera la « liste noire » des personnalités sanctionnées.

Les représentants permanents des Etats membres avaient abordé la question de ce sixième paquet la semaine dernière, mais toujours sans proposition formelle de la Commission sur la table. Des réunions en bilatérale ou par petits groupes de pays avec l'exécutif européen ont eu lieu ce week-end. Les modalités de la sanction - un embargo total ? une taxe ? une action sur les prix ? -, le timing - quel calendrier de la mise en œuvre ? - et la nature des pétroles visés - ceux qui arrivent par pipelines, par bateaux, le brut, les produits raffinés ? - étaient au cœur des discussions.

### « Qu'ils soient solidaires »

Tout feu, tout flamme, la ministre polonaise Anna Moskwa est arrivée lundi à la réunion pour « appeler à des sanctions immédiates contre le pétrole et le gaz russes ». Et d'abord l'or noir, s'il n'est pas possible de viser « les deux ensemble ». Et d'inviter les pays réticents, comme la Hongrie, très dépendante des énergies russes, à ne pas bloquer les sanctions : « Qu'ils soient solidaires », au moins sur le plan financier, en aidant l'Ukraine ou les projets d'infrastructures nécessaires pour réduire l'indépendance aux énergies fossiles russes.

Sur le pétrole, c'est l'Allemagne qui a effectué le revirement le plus spectaculaire ces dernières semaines. Berlin était d'abord fortement opposé, et plusieurs autres Etats membres sceptiques se « cachaient » derrière la réticence du poids lourd. L'Allemagne pousse désormais à un accord européen, après notamment avoir conclu un accord technique avec la Pologne qui devrait lui permettre la continuité de ses raffineries même en cas d'embargo sur le pétrole russe, via des approvisionnements par le port polonais de Gdansk. L'assaut lancé par Moscou contre Varsovie sur le front du gaz est d'ailleurs intervenu juste après ce deal germano-polonais...

A Bruxelles, le ministre de l'Economie Habeck a confirmé qu'« après deux mois de travail, l'Allemagne n'est pas contre un embargo pétrolier sur la Russie », qui devra cependant être soigneusement préparé et « phasé ». Et d'avertir : une mesure indolore financièrement ne sera « pas possible ».



Une certitude existe : si l'embargo devait être décrété par les 27, cela enflammerait encore davantage les cours du brut. © PIERRE-YVES THIENPONT.



### Dites-le avec des fleurs

Nastya, 16 ans, et Polina, 15 ans : deux cousines ukrainiennes apportent des fleurs à leurs mères pour un anniversaire à leur domicile, lundi, alors que de violents bombardements peuvent être entendus au loin à Raihorodok, dans l'est de l'Ukraine.

© YASUYOSHI CHIBA/AFP

SITUATION MARDI 03/05/2022

- Principales zones de combats
- Zones de combats secondaires
- Territoires occupés avant le 24/02
- Territoires occupés depuis le 24/02
- Zones d'avancées russes
- Pays membres de l'Otan



Sources : armée ukrainienne, OSCE, agence de presse russe TAAS, ministère américain de la Défense, Otan, Ukraine war map